CENTRE DE DOCUMENTATION DES DROITS ANTIQUES

(ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901)

12 place du Panthéon - 75005 PARIS. Tél. : 01 44 41 55 39. Télécopie:01 44 41 55 40. E-mail: cdda@u-paris2.fr

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 JUIN 2002

L'an deux mille un, le 14 juin à 15 heures dans la salle d'histoire du droit, Université Paris II, 12 place du Panthéon, les membres de l'association « Centre de documentation des droits antiques » se sont réunis en assemblée générale ordinaire sur convocation qui a été faite par le Président au nom du conseil d'administration par lettres individuelles postées le 17 mai 2002. Un exemplaire de cette convocation est annexé au présent procès verbal.
Il est dressé une feuille de présence qui est signée par tous les adhérents présents à l'assemblée. Le secrétaire de séance est désigné.
L'assemblée générale est déclarée régulièrement constituée. La feuille de présence certifiée par les membres du bureau sera conservée à l'appui du présent procès verbal.
Conformément aux statuts, le président du conseil d'administration préside l'assemblée.
Le Président rappelle, après avoir remercié les personnes présentes et constaté que le plus grand nombre des autres sociétaires s'était excusé, et avait envoyé des pouvoirs, que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :
- compte rendu d'activités
- compte rendu financier
- délibération sur la subvention pour thèses
- questions diverses

Compte rendu d'activités :

Le laboratoire CNRS URA 961, mis en restructuration en janvier 1999 pour deux ans, sous l'appellation ERS 2094 est devenu, en s'associant à une autre équipe CNRS de l'université de Paris II (ERS 2095) et à une équipe université de Paris II (centre d'histoire du droit) la FRE 2384 (Formation de recherche en évolution) . Ce statut a été modifié lors de la signature du contrat d'association entre l'université Paris II et le CNRS au mois de septembre 2001. Les différents centres forment l' UMR 7105 intitulée: Institut d'histoire du droit.
Monsieur le professeur Jean-Louis Harouel en est le directeur et Madame Rosie Sandras la secrétaire générale.

Le président souligne que le centre a été dans l'impossibilité de publier le deuxième semestre de sa bibliographie 2001. En effet, à la suite d'un départ à la retraite et d'un congé de longue maladie, le centre s'est retrouvé sans aucun personnel, excepté un agent technique de l'université de Paris II, madame Aïcha Raji. C'est pourquoi l'assemblée décide de diminuer de moitié la cotisation pour l'année à venir, les abonnés n'ayant reçu qu'une seule bibliographie au lieu de deux l'année précédente. Le prix de la cotisation sera donc de 15 euros pour 2002.

Devant cette pénurie de personnel, le CNRS a accepté de faire un contrat à durée déterminée pour un ingénieur d'études, Emmanuelle Chevreau, contrat qui n'a débuté qu'en novembre 2001 et se terminera en août 2002. Cela a permis au centre de poursuivre ses activités et la prochaine bibliographie sortira au mois de septembre 2002. D'autre part il a organisé un concours de recrutement afin de nous affecter un Ingénieur d'études à plein temps. Vingt huit candidats se sont présentés. Il s'agissait d'un recrutement externe. Le concours doit prendre fin le 10 juillet 2002.

Comme prévu le CD-ROM regroupant les années 1975-2000 est sorti au mois de juin 2001. A ce jour 15 exemplaires ont été vendus et quelques exemplaires ont été distribués gratuitement à nos principaux partenaires. Notre base est interrogeable par internet. L'adresse est http://argentoratum.u-strasbg.fr/basesweb/. Il suffit alors de cliquer sur DRANT, abréviation pour DRoits ANTiques, et l'accès est immédiat.
L'équipe doit remplacer son actuel système de saisie des fiches (Oracle) par un nouveau système nommé Doris. Or il semble, d'après les membres de l'équipe du BAHR, que Doris rencontre quelques difficultés de fonctionnement. La prudence conseille d'attendre avant de se lancer dans cette aventure. Madame Douvier, responsable de la gestion informatique des banques de données, doit venir les 18 et 19 juin prochains à Paris pour faire une démonstration aux membres de l'équipe

Senato della Repubblica - Archivio Storico

CENTRE DE DOCUMENTATION DES DROITS ANTIQUES

(ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901)

12 place du Panthéon - 75005 PARIS. Tél. : 01 44 41 55 39. Télécopie:01 44 41 55 40. E-mail: cdda@u-paris2.fr

Compte rendu financier :

Le solde du CCP est de 210.402,60FRF soit 32.075, 67 EUR au 10 juin 2002.
Cette somme est, pour l'instant, laissée en dépôt sur le compte postal de l'association.

Subvention pour thèse :

A l'unanimité l'Assemblée décide d'attribuer une subvention pour publication à la thèse de Mlle Emmanuelle Chevreau : Le temps et le droit : la réponse de Rome. L'approche du droit privé.

Questions diverses :

-Une table ronde sera organisée les 14 et 15 mars 2003. Le thème en est : L'organisation matérielle des cultes dans l'antiquité. Madame Canas, membre de l'équipe, en est le principal organisateur. Les invitations ont été lancées et plusieurs professeurs tant français qu'étrangers ont répondu favorablement à cette invitation.

-D'autre part le CNRS invite, avec beaucoup d'insistance, toutes les équipes à se trouver des partenaires européens, c'est-à-dire équipes travaillant dans le même domaine mais situées dans un ou plusieurs pays européens. L'assemblée décide de prendre des contacts avec différents professeurs à l'étranger : la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et la Pologne.

-L'assemblée décide d'autre part, étant donné la somme importante dont elle dispose, d'acheter un certain nombre d'ouvrages anciens récemment réimprimés ainsi que quelques CD-ROM, qui seront mis à la disposition des étudiants et des chercheurs.

La séance est levée à 15h45.

La secrétaire

Senato della Repubblica - Archivio Storico

14
3

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI FIRENZE
Facoltà di Giurisprudenza

Il Preside

Firenze, 5 aprile 2002

Chiar.mo Professore
FRANCESCO DE MARTINO
Via Aniello Falcone, 258
80127 - NAPOLI

Caro Professore,

scusi il ritardo con cui Le scrivo. Grazie per la Sua lettera, e grazie soprattutto per la segnalazione. Come sicuramente avrà saputo, ai Lincei c'è stata una prima riunione, nella quale il mio nome è stato fatto – a quanto mi dicono – oltre che da Lei, da Rescigno e da Grossi. Sono stati fatti anche i nomi di Talamanca, Serrao e Albanese. Per ora non so altro. Credo la decisione finale sarà presa a maggio. Ma intanto, ancora, grazie di cuore.

Spero di poterLa vedere presto. Le telefonerò. Intanto, un saluto affettuosissimo dal Suo

aldo schiavone

Via Laura, 48 - 50121 FIRENZE - Tel. 0039-(0)55-2757017 / 2757031 - Fax 0039-(0)55-2340531 - E-MAIL: presgiu@unifi.it

Senato della Repubblica - Archivio Storico

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI FIRENZE
Facoltà di Giurisprudenza

Il Preside



Chiar.mo Professore
FRANCESCO DE MARTINO
Via Aniello Falcone, 258
80127 - NAPOLI

Senato della Repubblica - Archivio Storico

CITTÀ TERRITORIO E DIRITTO PRIVATO
NEI PRIMI DUE SECOLI DELL'IMPERO
COPANELLO LIDO (CZ) 5 - 8 giugno 2002

3 febbraio 2002

Egregio Collega,

siamo lieti di comunicare che l'ormai tradizionale appuntamento di Copanello è fissato quest'anno nei giorni 5-8 giugno.

Dopo la "parentesi" dell'edizione 2000, il tema del convegno ("*Città territorio e diritto privato nei primi due secoli dell'Impero*") sarà collegato ai precedenti, riprendendo l'orientamento ormai consolidato nel corso delle prime nove edizioni.

Il programma di massima prevede le seguenti relazioni:

- prof. V. Giuffrè (Napoli Federico II): *La struttura politico-costituzionale e il territorio*;
- prof. M. Rainer (Salzburg): *La "iurisdictio" a Roma e in periferia nel I e II sec. d.C.*;
- prof. D. Nörr (München): *Il contributo dei papiri alla comprensione dei testi giuridici romani*;
- prof. L. Vacca (Roma III): *Proprietà provinciale e in bonis habere (verso la dissoluzione del dominio quiritario*;
- prof. M. Talamanca (Roma La Sapienza): *I corrispondenti provinciali di un giurista romano. Il caso di Cervidio Scevola*;
- prof. E. Lo Cascio (Napoli Federico II): *I valori romani tradizionali e le culture delle periferie dell'impero*;
- prof. F. Casavola (Presidente Emerito Corte Costituzionale): *Le personae nell'impero multi-etnico*;
- prof. L. Capogrossi Colognesi (Roma La Sapienza): *Relazione finale.*

Con una successiva lettera, comunicheremo i titoli definitivi delle relazioni e le condizioni di partecipazione. Per eventuali informazioni potrà tuttavia rivolgersi sin d'ora alla Segreteria Organizzativa del Convegno, che viene costituita presso il Centro Romanistico Internazionale "Copanello" (tel. 0961/721402) o alla Facoltà di Giurisprudenza dell'Università "Magna Grecia" di Catanzaro (tel. 0961/727224 - fax 0961/720135). Noi stessi, comunque, restiamo personalmente a Sua disposizione, ai seguenti indirizzi di posta elettronica: acorbino@lex.unict.it e metrodip@unime.it.

Nell'attesa di incontrarLa, Le porgiamo i nostri più cordiali saluti

Senato della Repubblica - Archivio Storico

APERTO L'ANNO ACCADEMICO

«manifesto» di Trombetti ribadisce la linea dell'articolazione in poli: «Più programmazione»



«Università faro della ricerca»

Federico II, il rettore chiede maggiori risorse e punta sulla funzione pubblica

CHIARA GRAZIANI

Il manifesto del nuovo rettore dell'università Federico II che ha inaugurato ieri il suo anno numero 778 dalla fondazione è tutto proiettato ad una rifondazione solo avviata. Guido Trombetti, ermellino fra gli ermellini dei presidi di facoltà che lo circondavano alla presidenza, ha detto chiaro di vedere la Federico II come stella polare «di un sistema della ricerca pubblica» nel Mezzogiorno. La ricerca pubblica non vive i suoi anni migliori, senz'altro non quelli meglio finanziati. E se sia questo il futuro dell'ateneo, il rettore non sa dirlo. Di certo, per lui, si tratta di «una priorità assoluta» affidata al suo mandato che gode, afferma, del favore di «un'occasione storica, irripetibile».



Alla cerimonia Fisichella, Verde e Casavola

Finiti i tempi del gigantismo delle strutture universitarie sotto la reggenza di Fulvio Tessitore, anche la Federico II si è avviata all'articolazione in poli che ne dovrebbe fare un organismo federale: elastico, più accogliente e formativo, amministrabile con criteri moderni ed efficaci. Trombetti si è presentato ieri come il rettore che darà all'ateneo più antico del Mezzogiorno un forte centro «più leggero da compiti operativi ma, in compenso, più ricco di funzioni di programmazione, indirizzo, coordinamento, informazione, valutazione e controllo». Un superpartante, in sostanza, che le isole nella quali si articola l'università lavorino tutte allo stesso progetto di sviluppo. E quello di Trombetti è stato un appello rivolto a più interlocutori. «Occorre andare a caccia di risorse - ha detto - sfruttando le possibilità di ingenti finanziamenti comunitari tramite i Programmi operativi Nazionali e regionali. Occorre aprire un discorso chiaro con il ministero perchè l'articolazione in poli non si traduca in «un drenaggio continuo di risorse». Occorre rinforzare «i rapporti con soggetti sociali, pubblici e privati presenti sul territorio, anche al fine di reperire risorse». Soldi, fondi, risorse, è la nota di fondo. Per la ricerca tout court, non solo per quella applicata che è magari più produttiva ma è anche più impegnata nell'autopromozione sul mercato che nella scoperta intellettuale. A questo proposito non si scordi, dice Trombetti, che la Campania per l'Unione Europea ha una temporanea corsia preferenziale nei finanziamenti di progetti di ricerca applicata. Sfruttiamola.

Antonio Maria Rinaldi, presidente del consiglio degli studenti dell'ateneo, ha replicato con unarelazione dagli esordi graffianti, ma alla fine disponibili. Come il rappresentante del personale, dell'«altra» università che, ha detto Angelo Graniero, chiede due cose: un buon contratto integrativo ed essere fatto parte del progetto.

La città, la regione, le istituzioni ed i federiciani ieri hanno voluto rispondere all'appello. Il cardinale Michele Giordano sedeva al centro della prima fila con il sindaco Rosa Iervolino Russo. C'era il vicepresidente del Senato, Domenico Fisichella, che è anche professore universitario, accanto al vicepresidente del consiglio superiore della magistratura professor Giovanni Verde, ordinario di procedura civile a Napoli. Il professor Francesco Paolo Casavola, presidente emerito della Corte Costituzionale sedeva sull'ala sinistra della prima fila, accanto ad un altro professore per antonomasia (anche Fisichella ha lo stesso soprannome) il senatore Francesco De Martino, ultranovantenne. Eletto dal rettore simbolo «dell'attaccamento all'ateneo», De Martino ha avuto una standing ovation. E fra i due «Professori» - il senatore socialista seduto ed il vicepresidente del Senato in piedi - c'è stata una lunga stretta di mano. Tra i moltissimi segnalabili il prefetto di Napoli Carlo Ferrigno, il questore Nicola Izzo, il senatore Umberto Ranieri, il sovrintendente Gioacchino Lanza Tomasi, gli assessori Buffardi e Nicolais. A giudicare da tutto il passato ed il presente seduto in platea, un sintomo di grande attenzione.



L'inaugurazione dell'anno accademico (Photoagd Di Lauro/pix)

Fondi, l'assessore rilancia: la Regione fa la sua parte

Ricerca per trovare verità scientifiche assolute o per scovare applicazioni che migliorino la vita e siano rivendibili sul mercato? Il dilemma, per l'assessore regionale all'università, nonchè professore, Luigi Nicolais non esiste. I fondi europei (400 miliardi) sono più orientati alla seconda ma «trasversalmente le opportunità ci sono». E, comunque annuncia il restyling della legge regionale 41 che, con 12 miliardi, dovrebbe rivolgersi solo alla ricerca pura. «In passato - dice - si faceva solo ricerca di base e costava poco. Oggi costa tantissimo e, secondo me, il rettore è stato efficacissimo nel sostenere che i due ambiti si debbano integrare ed equilibrare».

VISTO DAL PARTERRE

Il gilet, bandiera di facoltà



Nella foto si intravede sotto l'ermellino rosso, il gilet verde che ieri sfoggiava il rettore è la «bandiera» della facoltà di provenienza, quella di Scienze. Portarla sotto l'ermellino dell'autorità è un forte segno di appartenenza.

L'ovazione al Professore



E, a proposito di senso di appartenenza, il rettore - che evidentemente tiene al concetto - ha additato alla platea l'esempio dell'ultranovantenne senatore De Martino, professore di diritto romano. La risposta è stata l'applauso più lungo della mattinata.

Il predecessore, il più citato



Tra citazioni, sempre lusinghiere, e ringraziamenti, il predecessore di Trombetti, Fulvio Tessitore (a sinistra nella foto con il vicepresidente del Csm professor Giovanni Verde), ha avuto una specie di assicurazione alla continuità dal suo successore.

Toghe rosse, verdi e «cinesi



La più bella la portava il rettore dell'Orientale, Ciriello. Seta rosso porpora damascata in oro, la sua toga (modello originale del '400, detta «del collegio dei cinesi») ne faceva l'accademico più elegante. La platea era un trionfo di toghe multicolori di facoltà.

A UN ANNO DALLA SCOMPARSA

La Procura si riunisce nel ricordo di Palmeri

Un anno fa il lutto calava sul mondo giudiziario napoletano: con la morte di Guglielmo Palmeri, coordinatore della Direzione distrettuale antimafia di Napoli, se ne andava un pezzo importante della Procura, un magistrato acuto e preparato, ma anche un uomo di grande sensibilità.



Il procuratore Cordova all'ingresso in chiesa

Ieri pomeriggio, per ricordarlo, nella chiesa di Santa Maria della Vittoria, chi gli voleva bene ha partecipato ad una messa in suffragio; e quella chiesa stracolma di magistrati, avvocati e gente comune è il segnale più evidente che, anche un anno dopo la sua scomparsa, il ricordo e il vuoto lasciati da Palmeri sono ancora vivi. Gli aggiunti; c'erano tantissimi sostituti della Direzione distrettuale antimafia, ma anche di altre sezioni, oltre a magistrati delle sezioni giudicanti, dell'Ufficio Gip e del Tribunale del Riesame.

C'erano anche il vice-capo di gabinetto del ministero della Giustizia, l'ex pubblico ministero Alfonso Papa, il segretario nazionale di Magistratura Indipendente, Fausto Zuccarelli, il vicequestore Pasquale Trocino. E c'erano, naturalmente, anche i familiari di Palmeri, a cominciare dalla moglie e dai due figli.

Nel ricordo del magistrato che ha lasciato un vuoto in Procura evaporano anche le polemiche degli ultimi mesi, quelle stesse che hanno portato il Consiglio superiore della magistratura ad aprire un fascicolo sul cosiddetto "caso Napoli". Ieri pomeriggio, nella chiesa di piazza Vittoria, il ricordo di Mino Palmeri ha riunito idealmente tutti i magistrati della Procura diretta da Agostino

CASTELCAPUANO

Avvocati, sfiorata la rissa al seg

Tensione in tribunale: urla, spintoni e alla fine deve intervenire la p



Castelcapuano, sede del Consiglio dell'Ordine forense

GIUSEPPE CRIMALDI

Prima la tensione, in un clima che si faceva sempre più incandescente, poi una parola fuori posto, pronunciata forse a voce alta, troppo alta per non essere sentita. Decisamente non è stato un bello spettacolo quello offerto ieri da alcuni avvocati nei corridoio di Castelcapuano, a due passi dall'aula nella quale si svolgono le elezioni per il rinnovo del Consiglio dell'Ordine degli avvocati di Napoli.

Si è sfiorata la rissa, e se le intenzioni dei contendenti non si sono tradotte in fatti lo si deve al pronto intervento di alcuni avvocati e di alcuni agenti di polizia in servizio in tribunale. Erano da poco passate le tredici - orario di chiusura del seggio elettorale - quando sono scoppiate le prime scaramucce. Alcuni giovani avvocati, in particolare, lamentavano di non aver potuto esercitare il diritto di voto, e questo nonostante fossero in fila già da alcuni minuti, e comunque ben prima dell'orario di chiusura del seggio. Fin qui niente di nuovo, se è vero che il copione si ripete puntualmente in simili circostanze; il fatto è che però, ieri, gli animi dovevano essere particolarmente surriscaldati: e alla prima scintilla qualcuno ha dato in escandescenze.

Dalle parole ai fatti, il passo è breve: e allora ecco le urla, gli spintoni, le parole grosse, il tutto sotto gli occhi allibiti di decine di avvocati, tra i quali lo stesso presidente Francesco Landolfo. E solo il pronto intervento di alcuni professionisti ha evitato che i contendenti giungessero al "contatto" fisico. «Che vergogna...», sibilavano alcuni ex consiglieri, rifendosi al presunto pro vidiato a quanto pare i collega. «Siamo alle soli tavi invece un penalis niente di cui scandalizz "teatrino" che si ripete si viene a votare... Cer non è un bello spettacol mo alle elezioni. Le urn aperte anche oggi a Ca primi risultati si con serata, anche se per ave completo bisognerà att nata di domani. Anche gna elettorale è andata no ritmo. Tantissimi i g dati. Tra questi, l'avvoc **ria Zuppardi**, unico p in rappresentanza degl tivisti. «L'AGAdeC - spi zione dei giovani am della Campania, ha dec re la mia candidatur colmare un vuoto ven ma nella di un ammi infatti quella del profe Abbamonte, e risale ag ta». Anche l'avvocato **ria Benincasa**, civilist espressione di un'as "Alfredo De Marsico iscritti. «Puntiamo - sp sa - alla riqualificazio professione e chiedian dell'Ordine di puntar formativo dell'avvoca done l'aggiornamento le, senza per questo grande tradizione sto forense napoletana». candidato è l'avvocato il figlio d'arte, esse Vincenzo tra i più noti

LA VITTIMA È UN MARESCIALLO INTERVENUTO A SEDARE UNA LITE

Barra, aggredisce un carabiniere a colpi di bastone: arrestato

Un giovane pregiudicato, Pasquale Cuccaro, di ventuno anni, è stato arrestato con l'accusa di tentato omicidio per aver colpito ripetutamente con un bastone di ferro un maresciallo dei carabinieri con il quale aveva avuto poco prima una animata discussione. Il fatto è accaduto nel quartiere Barra, alla periferia orientale della città.

Il sottufficiale, che era in borghese e disarmato, si trovava in una tabaccheria quando, secondo una prima identificatosi come carabiniere, ha chiesto al due di moderare i toni della discussione. La questione si è conclusa senza altri strascichi ma successivamente, una volta in strada, Cuccaro avrebbe seguito il maresciallo e, dopo essersi impossessato di un bastone di ferro che custodiva nell'auto parcheggiata nelle vicinanze, lo avrebbe aggredito colpendolo ripetutamente alla testa. Nonostante le ferite riportate, il maresciallo è riuscito ad avvertire con una telefonata i colleghi che si sono immediatamente mes- scavalcando da una balaustra. Secondo quanto emerso dagli accertamenti delle forze dell'ordine, il 20 gennaio scorso Cuccaro sarebbe stato trovato, durante un controllo mentre era al volante della sua automobile in possesso di una mazza da baseball sulla cui utilizzazione non avrebbe voluto fornire spiegazioni.

Nelle prossime ore la posizione del giovane passerà al vaglio del giudice, che dovrà fissare l'interrogatorio dell'indagato. Al magistrato, Cuccaro potrà fornire la propria versione in

ATENEO FEDERICO II





Monte Sant'Angelo, l'aula gremita durante la cerimonia inaugurale
A sinistra, il rettore Trombetti con il vicepresidente del Senato Fisichella

Trombetti ricomincia da Monte Sant'Angelo

NAPOLI — La prima volta di Guido Trombetti è doppia. Il rettore è al battesimo istituzionale, per quanto attiene l'inaugurazione dell'anno accademico, e con un gran colpo sceglie il modernissimo centro di Monte Sant'Angelo, dove ha sede anche la sua facoltà di Scienze. Un auditorium che sembra fatto apposta rompere, anche fisicamente, col passato. Una scelta che prelude alle novità contenute nella relazione del Magnifico.

LA SOBRIETA' – È la parola d'ordine del neo rettore che legge una relazione (c'è il senatore Fisichella in sostituzione del presidente del Senato, Pera) attenta nei toni e nei contenuti. Un colpo di freno e uno di acceleratore del «giovane» leader della Federico II che sa bene che il percorso in uno degli atenei più difficili d'Italia deve avvenire aprendo una finestra sul futuro, ma senza chiudere tutte le porte sul passato. Così Trombetti parla dei nuovi equilibri dell'assetto federativo con i presidenti dei Poli chiamati a far parte di diritto del Senato accademico, con l'attribuzione di poteri più incisivi e di maggiori risorse alle strutture decentrate. Ma non dimentica, accortamente, di rassicurare la «nomenklatura» a cui assicura il «mantenimento dell'identità e dell'unità del sistema universitario».

LE NOVITA' – Riguardano, soprattutto, l'innovazione del modello organizzativo e il potenziamento dei servizi a sostegno delle attività di formazione e di ricerca. In quest'ottica, Trombetti punta a costruire un'«alleanza» tra corpo docente e personale tecnico-amministrativo. Un rapporto che, da un lato, faccia crescere nuove professionalità, dall'altro allenti il clima di conflittualità sindacale che ha impedito il decollo di molte iniziative della Federico II. «Ovviamente – assicura il rettore – tali politiche vanno attuate nel rispetto dei diritti sanciti dai contratti di lavoro e la loro definizione dovrà scaturire dal confronto e dalla collaborazione con i sindacati». Ma per Trombetti novità non significa «nuovismo». Perciò avverte, per esempio, che sarebbe sbagliata una proliferazione dei corsi di laurea.

LA DIDATTICA – È uno dei pezzi forti della relazione. Attenzione all'innovazione della didattica, a partire dal progetto sperimentale «CampusOne». Poi rinnovamento del Centro linguistico di ateneo e risorse destinate all'informatizzazione «leggera» di cinquanta aule, destinando a questo progetto personale tecnico a tempo pieno. Infine la scommessa della teledidattica. «Un'università come la nostra non può sottrarsi a questa sfida».

LE STRUTTURE – È importante lo sforzo profuso. Si va dalla nuova sede di Ingegneria ad Agnano, appena aperta, al recupero della grande biblioteca umanistica di Sant'Antoniello a Port'Alba, all'investimento (30 miliardi) per la messa in sicurezza degli edifici di piazzale Tecchio, al recupero (facoltà di Architettura) dell'edificio dello Spirito Santo e di Palazzo Gravina. Per finire con i progetti nell'area orientale che riguarderanno Giurisprudenza e Ingegneria.

LE REAZIONI – Positivi i commenti sulla relazione. «Equilibrata e propositiva», la definisce il senatore Francesco De Martino. Per Francesco Borrelli della Confederazione degli studenti, «Trombetti va promosso perché sta lavorando bene, soprattutto col raddoppio dei fondi destinati al part-time».

N. F.

Senato della Repubblica - Archivio Storico